

## Du PSU aux Assises du socialisme en Bretagne

De sa fondation aux Assises du socialisme, le PSU a été un lieu de réflexion, de confrontation d'idées neuves au sein du socialisme. Ce bouillonnement permanent explique l'existence de multiples courants au sein de ce parti qui n'a jamais été une entité immuable. Il est né du rassemblement de quatre organisations : le PSA (Parti socialiste autonome) né d'une scission de la SFIO, l'Union de la gauche socialiste (UGS) regroupant des militants chrétiens et marxistes, le CAD (Centre d'action démocratique) avec Pierre Mendès France, et Tribune du communisme autour de Jean Poperen, dissidents du PCF. Ces quatre organisations se retrouvaient dans le rejet de la SFIO, associant ainsi au sein d'un même parti une bonne implantation électorale représentée par le PSA et une capacité militante renouvelée. Toutes étaient prêtes à agir en concertation avec le PCF, mais sans céder sur leur autonomie. En Bretagne, le PSU rassemblait tous ces ingrédients avec quelques nuances. Les rapports de force internes, les renouvellements de militants, le choc de 1968 expliquent aussi ce qui conduisit une partie des militants à rejoindre les Assises du socialisme puis au PS.

L'historiographie<sup>1</sup> sur le sujet est rare, malgré cela en s'appuyant sur les rares études et sur les sources primaires<sup>2</sup>, il est possible d'esquisser une histoire du PSU en Bretagne et d'effectuer quelques comparaisons sur le plan national, en s'interrogeant sur les fondements du PSU en Bretagne, sa capacité à mobiliser durablement des militants, voire à gagner des élections : était-il une nébuleuse ou une formation partidulaire ?

### I- de la fondation à 1967

Les premiers pas du PSU s'effectuèrent sur fond de guerre d'Algérie et de recomposition de la gauche non communiste. L'origine, le cheminement des premiers militants du PSU en Bretagne entraînèrent des sensibilités différentes d'un département à l'autre.

#### A- Les origines

Les organisations qui formèrent le PSU n'avaient pas toutes la même implantation dans la région ce qui influença la composition du PSU. Sommairement on peut dire que le PSU des Côtes-du-Nord était issu du PSA, celui d'Ille-et-Vilaine de la fusion de l'UGS et du PSA<sup>3</sup> et dans le Finistère s'y adjoignait comme sur le plan national Tribune du communisme. Cette configuration donna des sensibilités différentes en particulier sur la question de la laïcité ; la présence ou non de chrétiens au sein du PSU de la région, débats qui entraînèrent souvent la mise au point de protocoles d'accord concernant l'acceptation de chrétiens dans ses rangs<sup>4</sup>.

Les effectifs des adhérents à un parti sont toujours sujets à caution ; on dispose pour le PSU de statistiques internes<sup>5</sup> qui, recoupées avec ce que l'on sait de l'état des forces de gauche en Bretagne, semblent relativement fiables<sup>6</sup>.

Tableau n°1 : nombre d'adhérents (source : CHT Nantes – PSU 26)

	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
Côtes-du-Nord	634	529	526	472	536	492	365	552
Finistère	390	419	402	356	302	273	278	402
Ille-et-Vilaine	161	214	217	172	181	179	172	231
Morbihan	41	46	28	27	30	30	39	63
Loire-Atlantique	154	193	174	113	117	159	171	332
Total	1 380	1 401	1 347	1 140	1 166	1 139	1 025	1 580

<sup>1</sup> HEURGON Marc, *Histoire du PSU, 1. la fondation et la guerre d'Algérie (1958-1962)*, éd. La Découverte, 1994, 444p. Bien que la trilogie n'ait jamais vu le jour, il reste essentiel pour les débuts du PSU.

<sup>2</sup> Sources consultées au Centre d'histoire du travail (CHT) de Nantes et aux archives départementales d'Ille-et-Vilaine qui concernent ce département mais aussi parfois la région (rapports des préfets de région, des renseignements généraux (RG), etc.).

<sup>3</sup>ADIV – 508 W 118 – rapport des RG, 29 avril 1960.

<sup>4</sup> cf. HEURGON Marc, *op.cit.*, p.123-124.

<sup>5</sup> CHT de Nantes – PSU 26 : état des cartes rentrées de 1961 à 1970.

<sup>6</sup>Pour les commentaires sur les chiffres avancés au plan national ou finistérien, voir HEURGON Marc, *op. cit.*, p.105-106 et BOUGEARD Christian, *Tanguy Prigent, paysan ministre*, Rennes, PUR, coll. « Histoire », 2002, p.303.

France	15 734	15 827	12 044	9 964	10 394	11 397	11597	15511
--------	--------	--------	--------	-------	--------	--------	-------	-------

D'après ces sources, le PSU en Bretagne regrouperait entre 8,5 à 9% des adhérents en 1961 et 1962. Dès 1963, contrecoup de la fin de la guerre, les effectifs diminuèrent, dans des proportions moindres que pour la France, avec -3,85% contre -23,90% en France, en fait la baisse se fit sentir avec un décalage d'un an et fut plus durable.

Les premiers pas du PSU en Bretagne furent influencés par l'implantation des forces de gauche dans la région. Un département, le Morbihan, se distingua par la faiblesse constante de ses effectifs. Ses deux principales villes étaient opposées idéologiquement : Lorient, la ville de l'arsenal, port de guerre, port de pêche à gauche alors que Vannes, la préfecture, ville de services, était à droite. Or, à Lorient, Hennebont, Inzinzac-Lochrist, la gauche ouvrière, communiste ou socialiste, dominait, peu sensible à une « nouvelle gauche » ; le PSU y resta faible.

A l'opposé, les Côtes-du-Nord<sup>7</sup>. La fédération PSU y fut constamment la plus importante de la région. Le département était aussi le seul depuis 1945 à voter nettement plus à gauche avec un PCF bien implanté dans les zones rurales, héritage de la résistance. La SFIO y disposait d'une force non négligeable avec un ou deux députés sous la IVème et au début de la Vème République. Or, Antoine Mazier, député SFIO depuis 1946, opposant à la guerre d'Algérie, était un des leaders favorables à la rupture et rejoignit le PSA ; il entraîna derrière lui la quasi-totalité de la fédération SFIO des Côtes-du-Nord, avec le ralliement de Yves Le Foll, dès l'automne 1958. Lors de la fondation du PSU, le PSA sous la direction d'Antoine Mazier le rejoignit ; dans le département, les forces de l'UGS et du CAD étaient minimes et leur apport symbolique. L'existence d'un PSA assez fort, la figure d'Antoine Mazier firent de cette fédération PSU la plus importante de la région avec cinq à six cents membres.

La fédération du Finistère, la seconde de Bretagne, avait des origines plus contrastées. Le PSU ne s'appuyait pas partout sur les mêmes organisations. Au sud, en Cornouaille<sup>8</sup>, la composante majeure du PSU était l'UGS avec une dominante chrétienne de gauche. En revanche à Morlaix, sous l'influence de Tanguy Prigent<sup>9</sup>, le PSU était issu du PSA<sup>10</sup>. Lors de la création départementale du PSU en mars 1960, la nouvelle fédération regroupait principalement l'ancien PSA et l'UGS. La première apportait une base d'employés et d'enseignants, la seconde élargissait le recrutement sociologique aux ouvriers. Le nouveau bureau était constitué de quatre anciens PSA et trois anciens UGS. Seuls deux des 7 membres venaient du Finistère sud.

Les deux fédérations d'Ille-et-Vilaine et de Loire-Atlantique étaient de taille comparable. Celle d'Ille-et-Vilaine créée en mai 1960 réunissait le PSA et l'UGS ; le bureau reflétait la domination du PSA. A cette date, le nouveau parti n'avait d'audience qu'à Rennes et ne touchait guère que des enseignants<sup>11</sup>. Ce tour d'horizon montre un PSU provenant surtout de l'ancien PSA avec une minorité de militants ouvriers.

#### B- Des choix difficiles

Les premières années de son existence, le PSU eut à réussir la fusion de ses composantes et des nouveaux adhérents tout en concentrant son action sur l'Algérie et de ce fait sur ses relations avec le PCF. La question algérienne le confronta rapidement aux questions électorales. Les premiers débats, les premiers signes d'indocilité se manifestèrent lors du référendum du 8 janvier 1961 sur l'autodétermination de l'Algérie. Le PSU refusait le plébiscite implicite : certains préconisant le non, d'autres un vote blanc ou nul. Les deux principales fédérations bretonnes

<sup>7</sup> Deux études spécifiques : GUINEMENT Jean-Luc, *La fédération du PSU des Côtes-du-Nord*, Rennes 1, DESS Science Politique, 1974, 130p. ; MALFROY Soïg, *La fédération du parti socialiste unifié des Côtes-du-Nord face au Programme Commun. Vision et division de l'unité de la gauche (1972-1974)*, Rennes, IEP, 2004, 102p.

<sup>8</sup>cf. GRAMOULLE Gilbert, *Les origines du PSU en Cornouaille. De la Seconde Guerre mondiale à la fin de la guerre d'Algérie*, maîtrise UBO, 1991, 194p.

<sup>9</sup> cf. BOUGEARD Christian, *op.cit.*, p.295 et suivantes.

<sup>10</sup> A la différence d'Antoine Mazier, Tanguy Prigent n'avait pas réussi à entraîner derrière lui la fédération SFIO du Finistère, le PSA y était de ce fait plus faible.

<sup>11</sup> ADIV – 508 W 118 : rapport des RG, 29 avril 1960.

n'avaient pas les mêmes positions ; celle des Côtes-du-Nord était pour le non et celle du Finistère pour le nul (10 mandats contre 7)<sup>12</sup> mais en décembre 1960, le bureau national et le conseil national appelèrent à voter non. Pour se démarquer du PCF, la campagne du PSU pour le non devait être autonome, mais la fédération du Finistère participa à des meetings communs.

Les débats au sein du PSU se concentrèrent avant 1967 sur la question du rapprochement avec le PCF. Lors des élections législatives de 1962, Guy Mollet, secrétaire général de la SFIO, appela les électeurs socialistes à voter pour un candidat de gauche ; cela facilita les accords sur place avant et après le premier tour. En Ile-et-Vilaine, la SFIO alliée aux radicaux conclut un accord avec le PSU pour répartir les candidatures, mais sans les communistes ; c'est ainsi que Charles Foulon<sup>13</sup>, lui-même favorable à l'unité d'action avec le PCF, représenta le PSU et la gauche non communiste à Rennes-nord contre Henri Fréville, MRP et maire de Rennes depuis 1953. Il arriva devant le PCF, mais Henri Fréville fut élu dès le premier tour. Dans le Finistère, sur les trois candidats du PSU<sup>14</sup>, seul Tanguy Prigent fut élu au second tour ; Antoine Mazier progressa et obtint plus de 28% des voix pour le seul PSU, mais c'était insuffisant et il fut battu par un gaulliste de l'UDT (Union démocratique du travail). La Bretagne avait l'un des quatre députés PSU. Ces élections législatives en pleine vague gaulliste permirent au PSU de s'affirmer comme un partenaire des partis de gauche « installés ».

Avec la fin de la guerre d'Algérie, les objectifs du PSU étaient de lutter contre le régime gaulliste « réactionnaire », de favoriser l'unité ouvrière et de développer la démocratie socialiste. Sur le premier point toute la gauche était en accord, les autres points soulevaient d'âpres débats. Le poids électoral du PCF était en 1962 de près de 22% des voix, même si en Bretagne il ne dépassait pas 14%. La gauche non communiste n'était guère plus brillante avec une moyenne de 13% des voix. La Bretagne était alors une « terre de mission » pour la gauche ce qui poussait à tenter de conclure des alliances.

La préparation de la première élection présidentielle au suffrage universel direct révéla les hésitations et divisions du PSU. Le conseil fédéral d'Ile-et-Vilaine du 3 novembre 1964 regretta que Defferre eût été désigné par son seul parti<sup>15</sup> ; quant à la fédération du Finistère, elle était également hostile à cette candidature comme l'ensemble du PSU car elle marginalisait le PCF. Lors de la candidature surprise de François Mitterrand en septembre 1965, les mêmes conflits réapparurent mais cette candidature exerça un effet d'entraînement à la SFIO, au PCF et à la Convention des institutions républicaines. Au sein du PSU, les unitaires l'emportèrent et on vit Charles Foulon, à Rennes, présider un meeting de François Mitterrand<sup>16</sup>. La Bretagne continua de voter gaulliste et centriste, mais certaines circonscriptions dont celle de Morlaix, le fief de Tanguy Prigent, donnèrent la majorité au candidat de la gauche au second tour.

#### C- Des années cruciales (1965-1967)

Cruciales pour l'union de la gauche et pour des militants PSU divisés<sup>17</sup>. Après les présidentielles et la création de la FGDS (Fédération de la gauche démocratique et socialiste), le PSU dut se positionner vis-à-vis de la FGDS, en particulier lors des élections législatives de mars 1967. La gauche non communiste progressa alors de plus de 2% en Bretagne. Des accords permirent à des candidats PSU de représenter l'ensemble de la gauche non communiste au second tour. Avec succès dans deux cas : à Saint-Brieuc, Yves Le Foll l'emporta de justesse, et, à Morlaix, Roger Prat, successeur de Tanguy Prigent, conserva le siège au PSU. A l'échelle

<sup>12</sup> cf. BOUGEARD Christian, *op.cit.*, p.311.

<sup>13</sup> Professeur à la faculté des Lettres de Rennes, ancien résistant à Libé-nord, ancien secrétaire du Comité départemental de libération, il a appartenu à la SFIO ; exclu en 1948, il rejoint le Parti socialiste unitaire, puis le PSA.

<sup>14</sup> Outre Tanguy Prigent, étaient candidats Pierre Trémintin à Brest et Lanig Le Dilosquer à Quimper qui obtint 6,02% derrière la SFIO (8,39%) tandis que le PCF arrivait largement en tête de la gauche avec plus de 21% des suffrages. Cf. Gilbert GRAMOUILLE, *op. cit.*, p.132.

<sup>15</sup> ce qui ne correspond pas tout à fait à la réalité ; ADIV – 508 W 118 : rapport des RG, 4 novembre 1964.

<sup>16</sup> Jean Poperen, *La gauche française... , tome 1 : 1958-1965*, Fayard, 1972, p.467.

<sup>17</sup> Les sources disponibles ne permettent pas toujours de suivre les méandres des fédérations bretonnes.

nationale, ces deux sièges constituaient la moitié de ceux remportés par le PSU puisqu'il eut quatre élus : deux en Bretagne, Pierre Mendès France en Isère et Guy Desson dans les Ardennes.

Le congrès national de juin 1967 refléta les tensions nées de ces résultats médiocres. Les débats furent rudes et opposèrent le camp favorable à l'unité avec la FGDS et les partisans d'une autonomie derrière Michel Rocard. L'issue du congrès lui fut favorable et il devint secrétaire national. Les fédérations bretonnes n'étaient pas unanimes : les Côtes-du-Nord tranchèrent à 59% en faveur de l'autonomie alors que l'Ille-et-Vilaine menée par Charles Foulon était pour une solution intermédiaire avec la création de comités consultatifs locaux pour juger la FGDS sur le terrain<sup>18</sup>, mais 1968 changea la donne.

## II- Rouge ou Rose (1968 -1971) ?

Confrontés à la secousse sociale de 1968, les partis traditionnels de gauche étaient désorientés, le PSU, lui, en saisit mieux la spécificité. Il profita certes de cette situation et vit l'augmentation du nombre de ses adhérents, mais il resta peu crédible électoralement ce qui mena toute une fraction du PSU vers le PS.

### A- Le choc de 1968<sup>19</sup>

Mai 1968 intervint dans un contexte économique difficile en Bretagne. Après la fermeture des forges d'Hennebont en 1966, les manifestations contre la fermeture d'usines, contre les ordonnances de la Sécurité sociale, pour la hausse des salaires, notamment des OS, avaient montré les capacités de mobilisation de la population, les alliances entre les syndicats d'ouvriers et avec ceux des agriculteurs. En novembre 1967, il y eut 3 000 manifestants contre les ordonnances à Saint-Brieuc, des fermetures d'usines à Saint-Brieuc entraînent aussi des manifestations et des grèves<sup>20</sup>. A Fougères, fermetures et licenciements se succédèrent en 1967 et le 26 janvier 1968, une grande manifestation de protestation rassembla environ 6 000 personnes à l'appel de tous les syndicats et d'associations. Avant même les événements de mai 1968, la Bretagne proclamait sa désespérance et la solidarité entre ouvriers et paysans, élément fort, original, qui trouva un écho au PSU. Dans ce contexte et dès la fin de 1967 une grande manifestation fut décidée pour le 8 mai dans tout l'Ouest. Le 8 mai 1968, plus de cent mille personnes descendirent dans la rue en Bretagne et dans les pays de Loire ; on y retrouvait les manifestants « habituels », mais aussi des cadres, des commerçants, signe d'une inquiétude réelle et profonde<sup>21</sup>.

Le PSU a accompagné, participé à l'organisation des grèves de mai-juin 1968, le plus souvent en ayant des relations exécrables avec le PCF et la CGT. Dans les Côtes-du-Nord, lors des manifestations, les heurts étaient fréquents entre militants du PSU et communistes. En Ille-et-Vilaine, la fracture générationnelle devint évidente entre Charles Foulon, secrétaire fédéral, sur des bases classiques et les plus jeunes comme Pierre-Yves Heurtin, professeur d'histoire en khâgne ou des étudiants de l'UNEF<sup>22</sup> qui participaient activement au mouvement. Cette coupure se manifesta à deux reprises, le 24 et le 27 mai, quand la fédération PSU publia un communiqué en complet décalage avec les événements. Le 27 mai, le communiqué publié dans *Ouest-France* était cosigné avec le PCF et la FGDS ; la direction départementale continuait de préconiser l'alliance avec le PCF au moment même où la « gauche autogestionnaire » dénonçait Grenelle et rompait avec les communistes<sup>23</sup>.

Raz-de-marée gaulliste, les élections de juin firent tomber des figures connues<sup>24</sup>, mais par transfert de voix à l'intérieur de la droite et non de gauche à droite<sup>25</sup>. Le PSU se démarqua des

<sup>18</sup> ADIV – 508 W 118 : rapport des RG, 10 octobre 1967.

<sup>19</sup> SAINCLIVIER Jacqueline, *La Bretagne de 1939 à nos jours*, Rennes, Ouest-France, coll. « université », 1989, p.429 et suivantes.

<sup>20</sup> MALFROY Soïg, *op.cit.*, p.14.

<sup>21</sup> cf. le slogan rassembleur « L'Ouest veut vivre ».

<sup>22</sup> Ils venaient de conquérir l'AGER (Assemblée générale des étudiants rennais).

<sup>23</sup> ADIV – 508 W 118 : rapport des RG, 28 septembre 1968 ; cf. HARDEL Stéphane, *Le PSU en Ille-et-vilaine de 1960 à 1990. Du parti de l'unité au parti de l'alternative*, maîtrise Rennes2, 1997, p.47-48.

<sup>24</sup> A Rennes-nord, Henri Fréville (PDM), député sortant, maire de la ville, est battu par Jacques Cressard (UDR).

autres partis de gauche et se présenta seul dans les deux tiers des circonscriptions au premier tour dont la totalité de celles de Loire-Atlantique. Au second tour, seul resta le candidat de gauche le mieux placé. Le PSU perdit tous ses élus, mais, par sa présence, il fit progresser la gauche dans la région au détriment du PCF. Entre 1967 et 1968, le PSU a eu un gain de +59,2% soit 40 197 suffrages dont la moitié dans la seule Loire-Atlantique, une augmentation supérieure à celle obtenue dans le reste de la France.

#### B- Le flirt avec l'extrême gauche

L'attitude du PSU lors du printemps de 1968 lui valut une vague d'adhésions générale ; en un an, la hausse du nombre d'adhérents fut de +33,75% en France et de +54,14% en Bretagne. Le plus spectaculaire fut en Loire-Atlantique avec +94,15% ! La plus faible en Ille-et-Vilaine mais tout de même +34,30%, les autres fédérations se situant entre 40 et 60% de hausse. Cette augmentation des effectifs accompagna un profond renouvellement avec le départ des anciens unitaires en désaccord avec les nouvelles orientations du PSU.

La fédération d'Ille-et-Vilaine en est l'illustration. « La décision de rompre l'alliance électorale avec la FGDS n'a été prise qu'après de sévères discussions au sein de la fédération du PSU. Il a fallu d'une part, l'intervention du bureau national, et d'autre part que les jeunes de la fédération, considérant que le PSU avait le vent en poupe, aient mené âprement la bataille pour que leur parti soit représenté dans le plus grand nombre possible de circonscriptions du département. Les militants chevronnés ont été battus sur cette question »<sup>26</sup>. Cela se traduisit au congrès de la fédération, en mars 1969 à Paramé, par la critique de l'action menée depuis mai 1968 et « son incapacité à promouvoir des mots d'ordre susceptibles de rallier à elle la masse des travailleurs en lutte »<sup>27</sup>. Pierre-Yves Heurtin devint secrétaire fédéral et au congrès de Dijon qui suivit, il fut élu membre de la direction politique nationale ; plusieurs unitaires rejoignirent le PS en 1971. Les autres fédérations bretonnes du PSU connurent des évolutions voisines, parfois plus précoce ; dans les Côtes-du-Nord les partisans de l'intégration à la FGDS quittèrent le PSU à l'été 1967.

Les deux années suivantes, le PSU en Bretagne fut dominé par le courant d'extrême gauche. Dans les Côtes-du-Nord, nouveaux et anciens adhérents s'affrontaient ; les seconds dont la quasi-totalité des élus, contrôlaient la section de Saint-Brieuc. La nouvelle direction élue en avril 1969 devait en tenir compte mais la profondeur des désaccords conduisit à une démission du secrétaire fédéral et à une direction collégiale, le tout sur fond d'élections municipales. En Ille-et-Vilaine, la direction préféra laisser une grande autonomie à chacune de ces sections<sup>28</sup>. Cette autonomie lui donna une grande efficacité sur le terrain en particulier à Redon. Les relations avec le PCF étaient très tendues, mais *a contrario*, elles étaient bonnes avec deux syndicats : la CFDT et la plus grande partie du CDJA.

#### C- Les municipales de 1971 et le PSU

Ces élections intervinrent alors qu'au niveau national comme local, les divisions étaient très fortes sur la stratégie électorale à adopter.

A Rennes<sup>29</sup>, les négociations furent émaillées d'incidents à gauche ; le PCF fit une proposition inacceptable en demandant la tête de liste et 17 sièges sur 37 ! D'autre part, le PSU souhaitait des candidats de terrain, engagés dans des associations, des syndicats. Un accord intervint en février 1971 entre le PS, le PSU et la CIR et donna naissance à une structure commune « Rennes-socialiste »<sup>30</sup>. La liste comprenait une vingtaine de PSU sur 37 dont des syndicalistes et onze femmes ce qui était une première dans un système politique dominé par des

<sup>25</sup> NICOLAS Michel, PIHAN Jean, *Les Bretons et la politique, 1958-1988. Trente ans de scrutins en Bretagne*, Rennes, PUR, 1988, p.81.

<sup>26</sup> ADIV – 508 W 118 : rapport des RG, 19 novembre 1968.

<sup>27</sup> *ibidem*, 6 mars 1969.

<sup>28</sup> En particulier aux deux sections « gauchistes » : Rennes-Villejean et de Redon. ADIV – 508 W 118 : rapport des RG, 27 août 1970, 17p. dactylographiées.

<sup>29</sup> Cf. HARDEL Stéphane, *op. cit.*, p.73-79.

<sup>30</sup> A cette date, le PS « pesait » une quarantaine de cartes contre 182 pour le PSU en 1970.

candidatures masculines. Henri Fréville fut élu au premier tour mais la liste « Rennes-socialiste » obtint 25,14% des voix, signe encourageant pour l'avenir.

En opposition avec les décisions nationales, le PSU à Saint-Brieuc forma une liste d'union de la gauche (15 PSU, 12 PCF, 3 socialistes et 3 divers gauche) contre une liste menée par un socialiste<sup>31</sup> et comprenant des candidats de droite. Sur l'ensemble du département, le PSU perdait de l'influence et ne contrôlait plus que trois autres communes. En Loire-Atlantique, à Rezé<sup>32</sup> s'était aussi constitué une liste d'union de la gauche rassemblant le PS, le PSU, le PCF ; avec 25,9% des voix, elle se maintint au second tour. A Vannes, la liste d'union se fit sans le PS<sup>33</sup> et obtint 17,1% des voix contre Raymond Marcellin.

Militants et dirigeants du PSU ne faisaient guère preuve d'une grande discipline par rapport aux orientations nationales, mais il faut y voir aussi l'intensité des débats sur la question d'une union de la gauche et sur le choix du socialisme voulu. La question se posait d'autant plus que ces listes d'union quelle que soit leur composition avaient eu des résultats encourageants.

### III- Vers les Assises du socialisme

L'année 1972 fut une année cruciale pour les luttes sociales dans la région avec le Joint français et la grève du lait. Le PSU eut une activité très militante dans ces conflits en relation étroite avec les paysans et les ouvriers. Au cours de ces luttes en revanche, les affrontements furent vifs entre le PSU proche de l'extrême gauche et le PCF et la CGT, tandis que la municipalité PSU de Saint-Brieuc organisait la solidarité à l'égard des grévistes.

La signature du programme commun en juin 1972 contraignit le PSU à clarifier ses positions. Lors du congrès de Toulouse de décembre 1972, le PSU fit le choix de l'autogestion et alla seul aux élections législatives de 1973 refusant de participer à des candidatures d'union de la gauche. Le PSU eut partout des résultats inférieurs à 5% sauf dans les Côtes-du-Nord, où Yves Le Foll retrouva son siège mais le PSU recueillit 30 602 voix contre 36 291 au PS ; il résistait, mais passait au second plan. Sur le plan national, la stratégie adoptée s'avéra un échec puisque Yves Le Foll était le seul élu.

Après cet échec, la stratégie suivie fut fortement remise en question au conseil national de novembre 1973 opposant les militants favorables à l'union de la gauche et ceux qui insistaient sur le rôle central du mouvement des masses et la nécessité du « pouvoir ouvrier et populaire »<sup>34</sup>. En prévision de ce conseil, la fédération des Côtes-du-Nord adopta une motion le 17 novembre reflétant ses divisions. Dans une première partie, la fédération approuvait le rapport politique du bureau national dans ses deux aspects « le pacte d'unité populaire » et le renforcement du courant autogestionnaire en insistant sur leur caractère inséparables, et, dans une seconde partie, cette motion donnait la position de « la section de St Brieuc » doublement méfiante vis-à-vis de l'unité envisagée et vis-à-vis du courant autogestionnaire<sup>35</sup>...

Ces divisions se prolongèrent en 1974, Michel Rocard appelant à voter pour François Mitterrand tandis que la tendance Gauche ouvrière et paysanne militait pour la candidature Charles Piaget. Si le conseil national trancha pour Michel Rocard, les fédérations étaient de plus en plus partagées. Un signe ? Lors du conseil national extraordinaire du 15 avril 1974 qui devait décider de la position officielle du PSU, les fédérations bretonnes désignèrent leurs délégués mais seuls se déplacèrent, semble-t-il, ceux d'Ille-et-Vilaine<sup>36</sup>.

Après que François Mitterrand a frôlé la victoire, les Assises du socialisme<sup>37</sup> furent préparées localement par l'ensemble des forces de gauche non communistes, mais le rapport de forces avait changé et le PS avait le vent en poupe ; à titre d'exemple, la fédération PS d'Ille-et-

<sup>31</sup> Exclu peu après.

<sup>32</sup> CHT de Nantes - PSU 7 : élections municipales de 1971.

<sup>33</sup> 16 PCF, 9 PSU, 3 UDB et des syndicalistes.

<sup>34</sup> CHT de Nantes – PSU 1 : rapport politique soumis aux délibérations du conseil national de novembre 1973 et le texte « vive le communisme ».

<sup>35</sup> CHT de Nantes – PSU 1 : motion de la fédération des Côtes-du-Nord, 17 novembre 1973.

<sup>36</sup> Si l'on en croit la feuille d'émargement, CHT Nantes – PSU 1

<sup>37</sup> projet élaboré par le PS, le PSU, le GAM (groupe d'action municipale), Objectif socialiste, etc.

Vilaine avait 90 adhérents à la fin de 1970, mais 195 en mars 1973<sup>38</sup> et après les présidentielles ils seraient 500 adhérents répartis dans une trentaine de sections<sup>39</sup>. L'automne 1974 vit se dérouler des réunions de section, des réunions départementales rassemblant les militants du PS, du PSU, des syndicalistes, voire des militants d'associations, de quartiers ; ils débattaient du projet. « Cette pratique a soulevé l'approbation des socialistes de l'arrondissement de St Malo qui se réjouissent de ce retour aux sources c'est-à-dire d'une préparation d'assises nationales commençant par une consultation de la base. »<sup>40</sup> ; cette remarque reflète l'espoir suscité à gauche par les résultats électoraux et la dynamique qui suivit.

Le débat à l'intérieur du PSU fut d'autant plus fort qu'il s'agissait de l'avenir politique de la gauche et de celui du PSU comme parti, lieu d'expression de multiples courants novateurs de la gauche. Dans la perspective du conseil national extraordinaire d'Orléans (octobre 1974), une semaine avant les Assises du socialisme, trois textes étaient proposés à la discussion dans les sections du PSU ; l'une suivait la ligne du bureau national et de Michel Rocard, la seconde reflétant le courant d'extrême gauche refusait toute union avec le PS et la troisième proposait une voie intermédiaire (création de comités d'action avec le PS lors de luttes sociales). La plupart des fédérations bretonnes se divisèrent, les votes étant acquis de justesse. Le Finistère et la Loire-Atlantique refusaient majoritairement l'union avec le PS, les Côtes-du-Nord se divisaient presque à égalité entre partisans du bureau national et de la position intermédiaire, le refus ne recueillant que 11% des voix<sup>41</sup> ; pour la première fois depuis sept ans, cette fédération était majoritairement en opposition avec le bureau national. Seule l'Ille-et-Vilaine était en accord avec ce dernier.

Le conseil national extraordinaire du PSU à Orléans révéla au grand jour l'ampleur du clivage au sein du parti. L'éditorial de *Tribune socialiste*<sup>42</sup> s'en prenait aux deux textes critiques à l'égard de ces assises, leur reprochant de ne pas proposer une alternative constructive. Le conseil national d'Orléans s'acheva par le vote d'une résolution finale qui exigeait la démission du bureau national sortant. Ce dernier refusant de s'incliner, les signataires de la résolution élirent une direction provisoire. Quant aux partisans des Assises, ils estimèrent que « la décision prise par une majorité du conseil national du PSU sans débat sérieux dans le Conseil, d'éliminer le bureau national, de casser le mouvement ainsi engagé par la Direction politique nationale, risque d'affaiblir gravement la capacité du mouvement ouvrier de riposter aux initiatives du pouvoir politique et économique de la bourgeoisie » et ils affirmaient vouloir participer aux Assises du Socialisme sur la base du texte du PSU « contrôler aujourd'hui, pour décider demain »<sup>43</sup>. Chacun accusait l'autre d'empêcher le débat et de ne pas respecter les décisions. Au-delà, la rupture était totale et portait aussi bien sur la forme que sur la nature du socialisme à établir.

Le départ des rocardiens fut un véritable choc pour les fédérations bretonnes ; de nombreuses sections disparurent telle celle de Redon tandis que à Rennes la moitié des adhérents rejoignit le PS. Pendant plusieurs mois, il y eut une organisation provisoire ; on assista à une succession de secrétaires fédéraux, de recompositions de sections pour aboutir en 1976 à une fédération bretonne qui regroupait quatre départements tandis que la Loire-Atlantique restait une fédération autonome avec 7 sections et une centaine d'adhérents. La fédération bretonne regroupait quant à elle 17 sections mais 220 à 250 adhérents<sup>44</sup>. Près des deux tiers des adhérents s'étaient volatilés, étaient-ils tous allés au PS ? L'état actuel des recherches ne permet pas d'apporter de réponse. De même, l'attitude réelle des « chrétiens de gauche » demanderait à être étudiée ; généralement proche de l'extrême gauche pendant cette période, ont-ils rejoint le PS ou ont-ils contribué au maintien du PSU ? Les quelques parcours individuels bien connus plaident pour l'un et l'autre.

<sup>38</sup> ADIV – 508 W 117 : rapport des RG, 21 juin 1973.

<sup>39</sup> *Ibidem*, 8 juin 1974. Malheureusement, je n'ai pas retrouvé des chiffres équivalents pour le PSU.

<sup>40</sup> *Ibidem*, 27 septembre 1974.

<sup>41</sup> Cf. MALFROY Soig, *op.cit.*, p.83.

<sup>42</sup> Supplément spécial d'octobre 1974. CHT Nantes – PSU 1.

<sup>43</sup> CHT de Nantes – PSU 1 : conseil national extraordinaire d'Orléans.

<sup>44</sup> CHT Nantes – PSU 26 : fiches sur les fédérations datant de mars 1976.

## **Conclusion**

Les militants PSU de Bretagne apprirent à cohabiter entre laïques et chrétiens de gauche tout en rénovant la gauche non communiste. Si la question de la stratégie à adopter vis-à-vis du PCF resta centrale, à partir de 1968, le PSU s'inscrit dans les nouveaux courants de gauche. Il fut constamment traversé après 1968 par le rapprochement avec certains courants d'extrême gauche, par une réflexion sur l'autogestion. Ses échecs électoraux en 1973, le résultat de la présidentielle de 1974 conduisirent à sa participation aux Assises du socialisme non sans des déchirements qui vidèrent le PSU breton de ses forces mais contribuèrent au basculement de la région vers le socialisme (version PS) du moins électoralement.